

Projet présenté par le Conseil d'Etat

Date de dépôt : 13 novembre 2008

Projet de loi

concernant la création de la Fondation communale pour le chauffage de la commune d'Aire-la-Ville

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit :

vu l'article 175 de la Constitution genevoise;

vu l'article 72 de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984;

vu l'article 2 de la loi sur les fondations de droit public, du 15 novembre 1958;

vu la délibération du Conseil municipal de la commune d'Aire-la-Ville, du 9 juin 2008, approuvée par arrêté du Conseil d'Etat du 15 octobre 2008, décrète ce qui suit :

Art. 1 Création de la fondation

¹ Il est créé sous le nom de « Fondation communale pour le chauffage » une fondation de droit public, au sens de la loi sur les fondations de droit public, du 15 novembre 1958.

² Cette fondation est dotée de la personnalité juridique. Elle est placée sous la surveillance du Conseil municipal de la commune d'Aire-la-Ville.

Art. 2 Approbation des statuts

Les statuts de la « Fondation communale pour le chauffage » tels qu'ils ont été approuvés par la délibération du Conseil municipal de la commune d'Aire-la-Ville le 9 juin 2008 sont approuvés.

Art. 3 **Entrée en vigueur**

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

Certifié conforme
Le chancelier d'Etat : Robert Hensler

Statuts de la fondation communale pour le chauffage de la commune d'Aire-la-Ville

Titre I Dispositions générales

Art. 1 Constitution et dénomination

Sous le titre de « Fondation communale pour le chauffage », il est créé une fondation de droit public d'intérêt communal, au sens de l'article 30, lettre t, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984, qui est régie par les présents statuts.

Art. 2 But

La fondation a pour but de construire, entretenir et exploiter un réseau de chauffage à distance dans la commune d'Aire-la-Ville.

Art. 3 Siège

Le siège de la fondation est à Aire-la-Ville.

Art. 4 Durée

La durée de la fondation est indéterminée.

Titre II Fortune

Art. 5 Fortune

La fortune de la fondation est indéterminée et constituée par :

- a) les immeubles cédés par la commune d'Aire-la-Ville, en particulier le réseau de distribution des fluides, depuis les sous-stations jusqu'aux bâtiments;
- b) les subventions de la commune d'Aire-la-Ville;
- c) les subventions de la Confédération suisse et de l'Etat de Genève;
- d) les subsides, dons, legs et intérêts.

Titre III Organisation

Article 6 Organisation

Les organes de la fondation comprennent :

- a) le conseil de fondation,
- b) le bureau du conseil,
- c) le contrôle.

Art. 7 Surveillance

La fondation est placée sous la surveillance du Conseil municipal de la commune d'Aire-la-Ville. Le rapport de gestion, le bilan, le compte d'exploitation et le rapport de contrôle sont communiqués chaque année à la mairie et soumis par cette dernière à l'approbation du Conseil municipal de la commune d'Aire.-la-Ville, au plus tard six mois après la fin de l'exercice.

Chapitre I Conseil de fondation

Art. 8 Composition

La fondation est administrée par un conseil de sept membres, composé comme suit :

- a) 1 représentant du maire, soit lui-même ou un adjoint;
- b) 3 membres désignés par l'exécutif, choisis parmi des personnes ayant une expérience et/ou des compétences utiles;
- c) 1 membre élu par le Conseil municipal et pris en son sein;
- d) 2 membres élus par le Conseil municipal, choisis hors de celui-ci et domiciliés dans la commune.

Art. 9 Nomination

¹ Les membres du conseil de fondation sont nommés pour quatre ans au début de chaque législature, soit au premier conseil municipal du mois de juin suivant les élections pour les membres élus par le Conseil municipal, respectivement dans la première semaine du mois de juin pour les membres désignés par l'exécutif ou en émanant. Les membres du conseil sont indéfiniment rééligibles.

La prochaine législature devant débiter en 2011, les membres du conseil de fondation sont élus pour une première période échéant à la fin mai 2011.

Démission

² Les membres du conseil de fondation qui, sans raison valable, n'ont pas assisté régulièrement aux séances du conseil pendant un an sont réputés démissionnaires de plein droit.

Vacance

³ En cas de décès ou de démission d'un membre du conseil de fondation, il est pourvu à son remplacement, conformément à l'article 8, pour la période restant à courir jusqu'au renouvellement du conseil de fondation.

Rémunération

⁴ Les membres du conseil de fondation peuvent être rémunérés par des jetons de présence, dont le montant est fixé par le conseil.

Art. 10 Délibération

¹ Le conseil de fondation ne peut valablement délibérer que si la majorité des membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

² En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

³ Il est dressé un procès-verbal des délibérations signé par le président et le secrétaire du conseil de fondation, lesquels en délivrent valablement tous extraits conformes.

Art. 11 Obligation de s'abstenir dans les délibérations

Les membres du conseil de fondation qui ont eux-mêmes, ou dont les ascendants, descendants, frères, sœurs, conjoint ou alliés au même degré ont un intérêt direct à l'objet soumis à la délibération, ne peuvent intervenir dans la discussion ni voter.

Art. 12 Présidence et secrétariat

Le conseil de fondation désigne son président, son vice-président et son secrétaire. Ce dernier peut être choisi en dehors du conseil. Il n'a alors que voix consultative.

Art. 13 Responsabilité

¹ La commune d'Aire-la-Ville est tenue de réparer le dommage résultant pour des tiers d'actes illicites commis soit intentionnellement, soit par négligence ou imprudence, par les administrateurs ou les collaborateurs de la fondation dans l'accomplissement de leur travail.

² Les lésés n'ont aucune action directe envers les administrateurs ou collaborateurs de la fondation.

Action récursoire

³ Lorsque le dommage a été causé intentionnellement ou par négligence grave, la commune dispose, même après la fin du mandat ou des rapports de service, d'une action récursoire contre les administrateurs ou collaborateurs de la fondation.

Art. 14 Révocation

¹ Le Maire, l'Exécutif et le Conseil municipal peuvent, en tout temps et pour de justes motifs, révoquer le mandat des membres du conseil de fondation qu'ils ont désignés. Pour le Conseil municipal, la révocation doit être approuvée à la majorité de ses membres.

² Il y a lieu en particulier de considérer comme de justes motifs le fait que, pendant la durée de ses fonctions, un membres du conseil de fondation s'est rendu coupable d'un acte grave, a manqué à ses devoirs ou est devenu incapable de bien gérer.

Art. 15 Attributions

Le conseil de fondation est l'organe suprême de la fondation. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de celle-ci. Il est chargé notamment :

- a) d'édicter les prescriptions nécessaires pour assurer l'activité de la fondation;
- b) de représenter la fondation vis-à-vis des autorités et des tiers;
- c) de faire et d'autoriser tous actes rentrant dans l'objet de la fondation, soit notamment acheter et vendre, échanger, réemployer, toucher et recevoir tous capitaux ou redevances, passer tous contrats nécessaires, faire et accepter tous baux et locations et percevoir les loyers, contracter tous emprunts, avec ou sans hypothèque, émettre tous titres en présentations d'emprunts, consentir toutes radiations;
- d) de plaider, transiger et compromettre au besoin;
- e) de nommer et révoquer les employés, de fixer leurs traitements;
- f) de veiller à la tenue d'une comptabilité conforme à l'activité de la fondation, de faire établir à la fin de chaque année un rapport de gestion, un bilan et un compte d'exploitation.

Art. 16 Approbation du conseil municipal

Est soumise à l'approbation du conseil municipal, sous peine de nullité, toute décision du conseil de fondation relative à la fusion, la transformation la liquidation et/ou la dissolution de la fondation.

Art. 17 Approbation de l'exécutif

Est soumise à l'approbation de l'exécutif communal, sous peine de nullité, toute décision du conseil de fondation relative à :

- a) la constitution de gages mobiliers ou immobiliers sur les biens de la fondation;
- b) un cautionnement ou un porté-fort de la fondation.

Art. 18 Représentation

La fondation est valablement représentée et engagée vis-à-vis des tiers par la signature collective à deux des membres du bureau. Pour des opérations déterminées, le bureau peut donner une procuration spéciale à l'un des autres membres du conseil de fondation.

Art. 19 Convocation

Le conseil de fondation se réunit aussi souvent que l'intérêt de la fondation l'exige et au moins une fois par an, dans le semestre qui suit la clôture de l'exercice annuel. Il peut en outre être convoqué par le président, notamment lorsque la demande en est faite par trois membres du conseil de fondation.

Chapitre II Bureau du conseil

Art. 20 Composition

¹ Le bureau se compose de trois membres dont le représentant du maire et deux autres membres, désignés par le conseil de fondation. La répartition des rôles est déterminée par le conseil de fondation, conformément à l'article 12 des présents statuts.

Présidence

² Le bureau est présidé par le président du conseil de fondation et ne peut délibérer valablement que si deux au moins des trois membres sont présents.

Attributions

³ Le bureau a les attributions suivantes :

- a) exercer les pouvoirs qui sont délégués par le conseil de fondation;
- b) préparer les rapports et les propositions à présenter au conseil de fondation;
- c) étudier toutes les questions intéressant la gestion et l'administration de la fondation.

Rémunération

⁴ Le conseil de fondation peut allouer une rémunération aux membres du bureau.

Art. 21 Convocation

Le bureau se réunit sur convocation du président aussi souvent que l'intérêt de la fondation l'exige.

Chapitre III Organe de contrôle**Art. 22 Contrôle**

L'organe de contrôle est désigné par le Conseil de fondation pour chaque exercice comptable.

Art. 23 Rapport de contrôle

¹ L'organe de contrôle adresse chaque année un rapport écrit au conseil de fondation.

² Il assiste obligatoirement à la séance du conseil de fondation où les comptes annuels sont présentés.

Art. 24 Conseil municipal

Les comptes approuvés par l'organe de contrôle sont soumis pour approbation au Conseil municipal. Si le Conseil municipal le souhaite, le président du conseil de fondation ou un remplaçant désigné par lui-même, membre du conseil de fondation, se tient à disposition du Conseil municipal lorsque celui-ci examine les comptes de la fondation.

Titre IV Modification des statuts et dissolution**Art. 25 Modification**

Toute modification des présents statuts doit faire l'objet d'une délibération du Conseil municipal approuvée par le Grand Conseil.

Art. 26 Dissolution

¹ La dissolution de la fondation intervient si les circonstances l'exigent et conformément aux dispositions légales applicables.

² Toute proposition de dissolution ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers au moins des membres du conseil de fondation, convoqués spécialement à cet effet au moins un mois à l'avance.

³ En outre, le Conseil municipal peut, si les circonstances l'exigent, décider la dissolution de la fondation. Cette décision doit être prise à la majorité des deux tiers des membres présents.

⁴ La décision prise par le conseil de fondation de dissoudre la fondation n'est valable qu'après ratification par le Conseil municipal et approbation par le Grand Conseil.

Art. 27 Liquidation

¹ La liquidation est opérée par le conseil de fondation ou, à défaut, par le maire, celui-ci peut la confier à un ou plusieurs liquidateurs nommés par lui.

² L'actif net, après liquidation, est remis à la commune d'Aire-la-Ville.

Art. 28 Dispositions finales

Les présents statuts, adoptés par le Conseil municipal le 9 juin 2008, ont été approuvés par le Grand Conseil le ... (*date d'adoption, à compléter*).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

La commune d'Aire-la-Ville, par délibération du 9 juin 2008, approuvée par arrêté du Conseil d'Etat du 15 octobre 2008, a décidé de créer la « Fondation communale pour le chauffage ».

La fondation a pour but de construire, entretenir et exploiter un réseau de chauffage à distance dans la commune d'Aire-la-Ville.

La commune a souhaité que la Fondation puisse réaliser toutes les opérations en rapport avec son but, soit notamment acheter et vendre, échanger, réemployer, toucher et recevoir tous capitaux ou redevances, passer tous contrats nécessaires, faire et accepter tous baux et locations et percevoir les loyers, contracter tous emprunts, avec ou sans hypothèque, émettre tous titres en présentations d'emprunts, consentir toutes radiations, ainsi qu'édicter les prescriptions nécessaires pour assurer l'activité.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver un bon accueil au présent projet de loi.

Annexe :

Arrêté du Conseil d'Etat du 15 octobre 2008

RÉPUBLIQUE ET



CANTON DE GENÈVE

14898^{Folio}-2008**ARRÊTÉ**

approuvant la délibération du
Conseil municipal de la commune
d'Aire-la-Ville du 9 juin 2008

15 octobre 2008

LE CONSEIL D'ÉTAT

vu le titre V, notamment les articles 67 et 70, alinéa 1 de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984,

statuant en légalité

ARRÊTE

La délibération ci-après, du Conseil municipal de la commune d'Aire-la-Ville du 9 juin 2008, est approuvée avec les remarques inscrites sous lettres A) et B) in fine :

Création d'une Fondation de droit public dénommée "Fondation communale pour le chauffage" de la commune d'Aire-la-Ville

Vu l'article 30, alinéa 1, lettre t de la loi sur l'administration des communes (B 6 05) du 13 avril 1984,

vu le projet de statuts de la fondation communale de droit public pour le chauffage à distance Cadiom,

vu la résolution unanime des membres du Conseil municipal en séance du 24 septembre 2007 de donner mandat au maire et aux adjoints de mettre en place une fondation de droit public pour le chauffage à distance Cadiom,

sur proposition du Maire,

le Conseil municipal

DECIDE

à l'unanimité

1. D'accepter le projet de création de fondation de droit public pour le chauffage à distance Cadiom.

- 2 -

2. D'approuver les statuts, lesquels font partie intégrante de la présente délibération.
 3. De demander au département du territoire de préparer le projet de loi y relatif.
- A) 1. L'article 1 des statuts doit être complété comme suit : "... au sens de l'article 30, alinéa 1, lettre t,...".
2. Suite à une erreur de plume, il convient de lire à l'article 9, alinéa 1 des statuts : « La prochaine législature devant débiter en 2011, les membres du conseil de fondation sont élus pour une première période échéant à la fin mai 2011 » et non pas à la fin mai 2010.
- B) Le département du territoire est chargé de préparer le projet de loi y relatif.

Communiqué à :
DT/SSCO 6
CHA 1



Certifié conforme,
Le chancelier d'Etat

A handwritten signature in black ink, appearing to be "J. S.", written over a horizontal line.